

Face à la Réaction

ACTION OUVRIÈRE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 279
VENDREDI 17 AOUT 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Carnaval et hausse des prix

QUOI QU'EN dise la presse, la crise gouvernementale n'est pas terminée. Nos gouvernements, pressés de se mettre en vacances, ont désigné un ministre « d'attente ». Rideau, la suite après les vacances. Seule cette intention a permis la constitution de ce gouvernement « expédié », sans programme et même sans objet, dont la dissolution se fera dès la rentrée, après la mascarade d'un mois où l'on a vu tous les représentants des partis « apparentés » ne vouloir prendre aucune responsabilité et se heurter sur un problème sans données et sans solutions : les subventions aux écoles libres. Ce pro-

blème, qui devait se poser un jour ou l'autre, de par l'incompétence, le manque de perspectives de tous les cabinets qui se sont succédés depuis la libération, n'a, une fois posé, qu'apporté, de la part des ministres, les discours anarchiques du petit père Combes.

Mais c'est maintenant, une fois découverte l'escroquerie de la dernière consultation électorale par les travailleurs, qui se laisseront bernés ou lui donneront une dernière chance, que le parti socialiste se retire dans une vertueuse opposition, en vue de se décharger, à la veille des élections cantonales, de toutes les mesures impopulaires que prendra le cabinet Plevin. Une fois passé le danger, les ministres socialistes retrouveront leurs portefeuilles qu'ils n'auront cédés à leurs collègues que quelque temps.

Et, pendant ce temps où le pays se trouve « sans gouvernement », où les journalistes d'une presse un peu trop compressée de s'inquiéter du sort de « La France » et de sa « classe laborieuse » réclament, le cœur fendu, un dénouement à cette crise, les véritables directeurs de notre économie nationale que représentent les chefs des grosses industries, des services publics et des administrations, s'emparent d'augmenter les tarifs et les prix des produits de consommation. Après les transports de la Ville de Paris, le prix du blé va être relevé, auquel fera suite celui des produits laitiers ; les sidérurgistes envisagent une augmentation des matières premières de 15 % ; la Sécurité Sociale, sous la pression du patronat, est en train de faire faillite.

L'échec de cette tragi-comédie se présentera à la rentrée par une offensive de l'action ouvrière. Elle devra avancer très loin dans sa riposte en secouant la tutelle des partis et des syndicats politisés ou succomber avec ses élus devant un renforcement de la réaction fasciste et un danger de guerre plus grand.

Les militants de notre Fédération anarchiste ne ménageront pas leurs efforts dans ce combat.

PROCES RACISTE A BORDEAUX

Guy de Fabrigne, planteur, avait été tué au cours d'une grève, des flics avaient été désarmés. Cela se passait à la Martinique. On n'a pas osé juger les « coupables » sur place, on les a traînés à Bordeaux.

Les patrons attaquèrent les ouvriers à Bordeaux.

Les blancs attaquèrent les noirs à Bordeaux.

Et les ouvriers noirs furent, après trois ans de « préventive » relâchés. N'a-t-on pas raison de dire : l'« enfer colonial » ?

Après deux heures de délibération la Cour d'assises de la Gironde a répondu « non » aux 76 questions qui lui étaient posées.

Les 16 Martiniquais ont été libérés.

Par ce jugement le jury de Bordeaux a prononcé la condamnation totale du colonialisme. Comment cela ?

Acquitter les 16 de Basse-Pointe c'est désavouer par le fait même toute la procédure répressive et sanglante qui a abouti à ces arrestations.

Mais il est des anticolonialistes qui ne seront jamais plus acquittés, ceux qui sont morts assassinés !

Escroquerie au logement

Une frustration facilitée par l'Etat (qui y trouve son compte) consiste à vendre des logements occupés par des locataires, lesquels en payent régulièrement le loyer, et ne demandent nullement à en devenir acquéreurs. De cette façon, les propriétaires, qui, de longue date, se refusent à toute réparation, réalisent quelques millions de bénéfices illégitimes en tirant leur épingle du jeu et, les locataires devenant copropriétaires, prennent à leur compte toutes les charges de l'immeuble ainsi que les dépenses de réparation, lesquelles leur coûtent cher. Pour engager les locataires à acheter le logement qu'ils occupent, d'habiles « agents d'affaires » virent leur font remarquer qu'ils n'auront plus de loyer à payer (quelle aubaine !) et, pour achever de les convaincre, on leur parle, en passant, de l'article 20 de la loi relative aux loyers en leur faisant remarquer qu'un « prioritaire » retour d'Indochine peut devenir acquéreur de leur logement et les faire expulser sans délai ! Il est vrai que d'après cette loi absurde, comme tout ce qui porte ce nom, un expulsé vient, lui aussi, prioritaire, il peut donc à son tour faire expulser d'autres locataires, lesquels peuvent en faire autant... et la chaîne continue, ce qui fait « travailler », si l'on peut dire, les requins de cet autre dénommé Palais de Justice.

Il faut mettre un terme à cette nouvelle exploitation du loupiste. Les locataires de chaque immeuble mis en vente doivent se grouper et refuser catégoriquement tout achat. Plus que jamais, les exploités doivent s'unir pour triompher de cette nouvelle duperie.

L. R. (Correspondant.)

Les menteurs ont la parole

A presse du Mensonge, jusque dans ses organes syndicaux, s'est émue de la campagne opposant le ministre anglais Morrison à la « Prava » moscovite, la « Pravda » ! Les menteurs de l'un et de l'autre camp n'ont jamais, dans leurs articles sur cette confrontation de positions, mis en cause qu'un seul des adversaires en présence. Est-ce à affirmer que leurs arguments n'étaient pas fondés ?

Reconnaissons volontiers que lorsque la « Pravda » accuse Morrison de Mensonge, la Vérité est de son côté à elle. C'est à juste titre, par exemple, que les amis de la « Pravda » affirment que la « Liberté » occidentale, c'est la liberté de mentir, la liberté de réprimer le mouvement de la paix. C'est avec raison, d'autre part, qu'un citoyen russe fait remarquer que « Morrison ne parle pas seulement des Anglais, mais des citoyens britanniques », c'est-à-dire également des habitants de la plupart des pays de l'Empire ; alors, dire que les Sud-Africains, les Australiens, sans parler des Malais, sont des gens « libres » et vivant dans une sorte de paradis où les pogromes raciaux, les assassinats de démocrates, les interdictions frappant les partisans de l'indépendance et de la paix n'existent pas, c'est un peu fort de café !

Tout cela est l'évidence même ! Rejoindrions-nous complètement, cependant, les défenseurs de l'organe du Parti communiste (P.C.) d'U.R.S.S. ?

Analysant les arguments de Morrison, nous sommes inévitablement frappés par leur vérocité. Est-il contestable que la « Liberté » soviétique ne soit qu'un vain mot ? Peut-on nier que la libre circulation des idées et des personnes est impossible en U.R.S.S. ? Oserait-on déguiser l'existence de camps de concentration en U.R.S.S. et dans les démocraties dites populaires ? Saurait-on passer sous silence l'exploitation bureaucratique des travailleurs dans ces pays ? Voilà, n'est-ce pas des évidences également flagrantes. Allons, nous donc être contrainsts d'approuver en même temps les deux interlocuteurs ?

du stalinisme ne se justifient pas par l'avènement d'une société communiste car, et c'est toute la question, nous affirmons hautement que rien n'est moins certain que l'avènement de la société communiste par la voie stalinienne. Les staliniens n'étant pas, à nos yeux, de véritables révolutionnaires, leurs crimes ne peuvent recevoir aucune justification.

On nous demandera alors, « au nom de quelle liberté condamnez-vous les pseudo-liberté bourgeois et stalinienne, au nom de quelle révolution, n'est-ce pas la valeur positive, progressiste de la révolution stalinienne ? », question qui exige une réponse claire. Comment formulerons-nous notre réponse ?

La liberté que les anarchistes œuvrent à conquérir, n'est pas celle « qui est garantie par les constitutions », non plus celle qui est gravée sur le fronton des prisons, ni celle des juristes : la liberté anarchiste oppose à la liberté formelle celle qui résulte, non seulement de rapports juridiques, mais surtout des formes de travail, de la manière d'aimer, de vivre, de mourir. La pierre de touche de la liberté anarchiste c'est les rapports humains réels, non seulement ceux qui sont fixés par des textes (2). La conception anarchiste de la Révolution ne peut, on le voit, que découler de ce point de vue.

La révolution anarchiste ne sera pas, donc, uniquement l'avènement de telle ou telle forme de structure sociale, ce sera l'établissement des rapports humains justifiés par la science des hommes et de l'histoire, contenues dans l'anarchisme. En conséquence, la révolution anarchiste ne se satisfait pas d'une transformation des structures économiques, politiques ou sociales, qui ne s'accompagne pas d'une modification positive des structures interindividuelles humaines. Pour l'anarchiste, l'essentiel n'est donc pas la loi, mais le mode de vie effectif de l'individu. Le principal, de même, n'est pas le montant du salaire ou même le contenu de la gamelle capitaliste ou stalinienne, mais l'intensité du bonheur individuel conciliable avec les contingences sociales, à une époque donnée.

Le but anarchiste ne se limite pas, ainsi, à l'industrialisation de l'univers, par exemple. Ce but ne consiste pas, réciproquement, en la seule conquête de rapports éthiques ou moraux. Le but anarchiste c'est, on le sait, la Révolution totale, « immédiate et progressive », selon la phrase de Voline. D'où notre opposition actuelle et permanente, irréductible aux deux impérialismes en présence et en lutte. D'où notre combat 3e Front. C'est pourquoi, enfin, notre logique révolutionnaire nous pousse à stigmatiser aussi bien « Humanisme et Terreur », essai sur le faisant notre profit des pièces que chacun d'entre eux fournit pour le procès de l'autre. Serons-nous compris ?

Quoi qu'il en soit, le sens que la Fédération Anarchiste donne à son combat égaré par à être admis. Sans quoi, comme l'écrivait Juan Hernandez, il n'y aura bientôt plus personne pour pousser les dernières clamours d'avertissement, ni personne, non plus, pour se boucher les oreilles... Tout, incontestablement, dépend donc de chacun d'entre nous. Sachons, autour de nous, chaque jour, inlassablement, pendant qu'il est encore temps, œuvrer à la Révolution Anarchiste. Et l'anarchisme vaincra.

Charles DEVANÇON.

(1) Introduction à la « Contribution à la critique de la philosophie du Droit de Hegel », Ed. Mollat, p. 84.
(2) Cf. Maurice Merleau-Ponty, dans « Humanisme et Terreur », essai sur le problème communiste, Gallimard, Ed.

On meurt en Indochine

LORSQUE les anarchistes refusent, dans le combat anticolonialiste, de se solidariser de certains étatistes indigènes, prétendument libérateurs des peuples opprimés, on les taxe souvent d'utopistes. Or, de plus en plus, en Afrique Noire, au Viet-Nam même, les éléments les plus avancés, les plus sains de la population, défendent les armes à la main cette même conception de l'émancipation : Leur but, promouvoir l'émancipation sociale en chassant les occupants impérialistes, leurs valets et ceux qui veulent prendre leur place, est absolument le nôtre. On ne s'étonnera donc pas du soutien fraternel que nous leur prodiguons dans toute la mesure de nos possibilités.

Dès 1949, cette lucide position que nous défendons et que défendent nos amis se manifestait sous forme d'un appel aux travailleurs lancés par certains d'entre eux. Est-il inutile aujourd'hui, dès lors que le massacre — et le combat — se poursuivent, de rappeler ce que proclamaient alors ces travailleurs par le truchement du Libertaire ?

Nous ne le pensons pas. C'est pour nous, en guise d'exemple, de conseil et aussi d'avertissement, nous soumettons à nouveau à nos lecteurs le

texte intégral de cet appel lucide : Comment mieux commémorer un événement, une guerre, oubliés de tous ?

A bas le fantôme Bao Dai
ARRÊTEZ LA GUERRE
COLONIALISTE !

Dans quelques jours, Bao Dai, mort de l'accord signé du gouvernement français, va mettre le cap sur le Viet-Nam.

L'horrible guerre colonialiste cessera-t-elle pour autant à bref délai ?

NON ! car l'empereur, éternel jouet de l'impérialisme, chassé du trône par le peuple vietnamien en août 1945 ne représente qu'une poignée d'exploiteurs et de féodaux indigènes, soucieux avant tout du maintien de leurs privilèges.

NON ! car ce souverain déchu qui

entend revenir au pouvoir protégé par les baïonnettes du corps expéditionnaire s'efforcera de susciter la guerre civile pour camoufler la guerre impérialiste et voler à son secours.

NON ! car l'accord Auriol-Bao Dai n'accorde qu'une indépendance de façade destinée à dupier le peuple du Viet-Nam comme celui de France. Derrière cette façade de pseudo-générosité la domination et l'oppression impérialistes demeurent intangibles.

L'armée nationale, que l'on octroie au Viet-Nam sera coiffée par des officiers français. Les positions stratégiques essentielles du pays resteront occupées par l'armée française. La diplomatie vietnamienne se limitera à un poste en Chine, au Siam et au Vatican. La Banque d'Indochine et les trusts du caoutchouc conserveront leur toute puissance. Ce sont eux qui demeurent les véritables maîtres raccommant, pillant, asservissant tout un peuple.

Le peuple vietnamien n'a pas consenti à tant de sacrifices, et tant de souffrances, pour se laisser dupier à nouveau. Il entend vivre libre et indépendant. Il ne se contentera ni d'apparences ni de promesses. Il sait qu'il ne pourra accéder à une vie décente, au bien-être et à la liberté qu'au jour où le colonialisme sera complètement extirpé de son sol.

(Suite page 3)

La semaine aux quatre coins du Monde

WASHINGTON

Jules Moch, notre ministre de la Défense nationale bien connu, a aidé à la mise au point d'un nouveau fusil... Mystère !

Quand ce fusil fut prêt, il le plaça dans le fond de sa valise diplomatique, sous son pyjama, et il prit l'avion pour Washington.

Il s'agissait de montrer la merveille, fruit de nombreuses années de recherches pour la « standardisation des armes légères des forces atlantiques ».

La discussion fut rude, chacun faisant valoir la qualité de son fusil.

M. Jules Moch interviendrait aurait répondu à un journaliste : « Pourquoi le fusil anglais et pourquoi le fusil améri-

cain ou français ? l'essentiel n'est pas le fusil mais le type d'arme pour lequel la production de balles est la plus aisée. » Comme on le voit, notre ex-ministre ne peut être accusé de chauvinisme.

« Je veux de la poudre et des balles ! » disait l'enfant grec sans s'occuper du calibre. M. Jules Moch, beaucoup plus pratique et technique nous dit : « Je veux des balles standards ! »

Hélas ! la conférence n'a pas donné les résultats escomptés, les complaisances anglaises s'en tiennent à leur vieux fusil qui, disent-ils, a déjà fait ses preuves ! » Pour l'instant, il nous

Michel MALLA.

(Suite page 3)

CHEZ LES AUTRES...

CHEZ LES AUTRES

CHEZ LES PERSPICACES

Lu dans « Aspect de la France » du 8 août 1951, en réponse à un article paru dans « Rivarol » :

« Les infortunes de « Rivarol » : « Un de nos jeunes amis, char- tiste, répond ci-dessous, avec modestie et brèveté, à cette sottise insolente et navrante, qui n'accorde même pas ses violons... »

Remarqué dans « Rivarol » :

« Force nous est toutefois de relever dans l'article navrant de sottise ou « Aspect de la France »

« prend à partie, etc... »

« Des gens qui se connaissent si bien ne devraient pas s'engueuler. »

« Allons, allons, du calme. Vous avez raison tous deux. »

CHEZ LES MARRANTS

« Le Canard Enchaîné » :

Dans un papier où il déplore que « l'intelligence » René Mayer se soit fait

« égarer une partie de son vote pour l'investiture, Tréno, en pleine forme, écrit :

« Je n'ai pas jusqu'à dire que nos hommes d'Etat sont de par- faits abrutis. »

« Il y a certainement parmi eux d'authentiques lumières. »

C'est la meilleure de l'année.

CHEZ TOUT LE MONDE

Toute la presse nous a annoncé la fin, en quelques semaines :

« d'Abdallah, roi de Jordanie ;

« de Sherman, maréchal américain ;

« de Pétain, maréchal français ;

« du Kronprinz, ex-futur empereur.

Le lecteur aura l'impression que je

se sert pas l'actualité de bien près,

mais j'attends la quinte. Faudra se

« enter d'un carcé.

— Enfin, un bon bois, quand même.

— Pourvu que ça dure.

Toute la presse a conté l'exploit de ce curé aquatique qui, pour faire construire son église, plonge de 80 mètres de haut.

Il n'y a pourtant pas de quoi s'esbaudir :

De tout temps, les curés ont su nager.

CHEZ LES ANES

« Aspects de la France » (3 août) :

Un titre plutôt amusant :

« Les Français n'ont pas re- trouvés les privilèges dont les avait dépourvus la Nuit du 4 Août, »

sous lequel on trouve le passage ci-des- sous, dont la conclusion est encore plus drôle, et pour le moins inattendue :

« L'ancien régime, dont les lois étaient fondées sur l'évangile, respectait la propriété. Mais la propriété était dans l'ancienne France le moyen de remplir une fonction sociale ; c'était le pa- trimoine des corps sociaux, des Etats, des corporations, des fa- milles. Au contraire, la Déclaration des Droits de l'Homme ga- rantit la propriété à qui que ce soit — Français, étranger, apa- tride — à quelque usage qu'elle servit et de quelque façon qu'elle fut acquise. C'est dans ce sens que Proudhon pourra dire : « La propriété, c'est le vol. »

Le comble c'est que, quelques lignes plus bas, on trouve cette citation :

« On est confondu par l'igno- rance d'éminents spécialistes de l'égaré des questions fondamen- tales. »

« Félix Sartiaux. »

Il est vrai que Thomas Perroux, l'au- teur de cette monumentale igno- rance, n'est peut-être pas un éminent spécialiste.

CHEZ UN « PRECIEUX »

« Rivarol » (2 août) :

M. Albert Paraf écrit dans ce journal de chouanages.

M. Albert Paraf n'est pas dégoûté.

« Rivarol » non plus.

Dans un article que l'on croirait sorti de la plume d'un magistrat à l'intellect perclus par une déformation professionnelle, M. Paraf se montre choqué du manque de distinction de nos gouvernements :

« Je vous recommande une es- pèce de frappe nommée René Mayer, dont la voix grasse résonne d'admirables inflexions d'arouille. »

Certes c'est énergique et bien envoyé, mais, nous, c'est autre chose qui nous choque chez le nommé Mayer, peut-être parce que nous n'avons pas le goût dé- licat de M. Albert Paraf qui, quelques lignes plus haut, cite les paroles d'une chansonnette disant :

« Un jour il lui demanda la chef pour aller ch... »

et qui trouve que Bach et Laverne « étaient marrants ». (Et Fernandel, alors !) et qui écrit « ma pomme » pour « moi » etc...

Ce gentleman est indigné des commentaires sur la mort de Pétain, il lance une pointe aux porteurs d'un « nom qui s'éternue... ». Que voulez-vous, cette belle intelligence n'aime pas les Juifs !

Ce délicat a peut-être une excuse : il faut bien vivre.

Les clochers trouvent bien leur pain dans les poubelles.

Pourquoi M. Paraf n'en ferait-il pas autant ?

R. CAYAN.

L'enfer colonial

Civilisation (suite)

OUI, « civilisateurs » est le slogan bien choisi par les gouvernements français pour justifier les crimes les plus atroces sur les populations païennes de l'Afrique du Nord, alors que le panier de crabes de tous les bien-pensants flanqués des douairières en rupture du prestige national vont chantant à qui mieux mieux les bienfaits de la France généreuse, pacifique et salvatrice : Canailles !

Il est bon de publier quelques documents. Voici une lettre du chef de ba- taillon Da Lioux (Milianah, 23 avril 1843) :

« Nous rentrons d'une nouvelle expédition chez les Beni Abbas, Beni bou Seïd, etc., dépendant de la grande tribu des Beni Menasser, que l'on n'est pas encore parvenu à soumettre.

Notre colonne avait mission de tout ravager sur son passage et à plusieurs lieues de ses bords successifs. En effet, l'on a beaucoup détruit des villages entiers, de grands et véritables villages ont disparu par l'incendie et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et autres ont été coupés. « Je ne m'explique pas ce dernier genre de dévasta- tion, si l'on veut réellement occuper le pays ou seulement en exiger des contri- butions. Du reste, nous n'avons éprouvé que peu de résistance de la part de l'en-emi... »

(Suite page 2)

Les amis de Franco

Cela se fait sans bruit. Après les 293 députés qui viennent de compo- ser l'Association parlementaire favorable à l'Enseignement cléric- al en France, c'est au tour du « Groupe d'amitié France-Espagne de l'Assemblée nationale » de se constituer. Ce groupe se propose de resserrer les liens naturels d'amitié entre les deux pays et a constitué ainsi son bureau :

Président : Guy Petit (Action paysanne).

Vice-présidents : Caillaud (radi- cal-socialiste) ; Chastanet (indé- pendant) ; Legendre (R.P.F.) ; de Monsabert (R.P.F.) ; Thibault (M. R. P.).

Secrétaire général : de Léotard (R.G.R.).

Les liens naturels d'amitié entre les peuples espagnol et français existent. Les grèves de Barcelone, de Madrid et du Pays basque, si populaires en France, ont démon- tré combien les travailleurs fran- çais étaient proches de leurs frères d'Espagne. Ces liens-là sont solides.

Le groupe parlementaire France-Espagne d'amitié fasciste pour le dictateur bien-aimé de l'Eglise et du Pacte atlantique, lui, ne trom- pera personne sur la qualité de ses sympathies. Pétain pas mort !

ENFANCE... JEUNESSE...

Après le Congrès des instituteurs DE SAINT-MALO (SUITE)

Dans un précédent article consacré au syndicalisme enseignant à l'occasion du Congrès des Instituteurs à Saint-Malo, j'ai insisté particulièrement sur les pratiques réformatrices de l'équipe présidant actuellement aux destinées du S.N.I.

Il se peut que je revienne un jour sur la question : de toute façon, le réformisme apparaît comme un grave danger pour le syndicalisme des enseignants... et pour l'école.

Car si les cléricaux revendiquent pour l'école confessionnelle, s'ils s'agitent et s'avèrent prêts à passer à l'action, il est incontestable que les milieux laïques ne restent qu'en position défensive.

Disons-le : que l'Ecole publique ait possédé les locaux et les éducateurs qu'a rendus nécessaire l'afflux d'enfants provoqué par des années d'une politique nataliste, que l'Education Nationale ait bénéficié des crédits qu'on gaspille si généreusement ailleurs ! les revendications, dites libres, ne seraient guère à craindre aujourd'hui.

Serait-ce à dire que les milliards manquent ? On les engloutit sans compter dans le gouffre de la criminelle aventure indochinoise, on en gonfle une armée, dont la majeure partie de la population met sérieusement en doute l'utilité... et dont les 9/10 du reste s'empressement, en cas de conflit, de jouer des pieds et des mains pour s'éviter l'honneur d'en faire partie.

Certes, le Bureau national du Syndicat des Instituteurs n'est pas le gouvernement. Il ne distribue pas la manne abondante des fonds publics.

Mais quand a-t-il donné à la classe ouvrière l'exemple d'une lutte incessante, contre les prétentions des militaires, pour la revendication aux œuvres de vie ?

Quand le moment était à « Produire d'abord », à « l'Armée d'abord », l'équipe dirigeante du S.N.I. se prononçait avec les Staliniens pour la préparation militaire.

Quand la colombe pro-soviétique, seule, se partageait les murs avec la

propagande belliste de l'autre camp, le syndicalisme enseignant s'est tu.

Le syndicalisme enseignant ne s'est prononcé que par des résolutions verbales contre la guerre d'Indochine, contre la guerre de Corée. Les permanents du Bureau national craignent de mener une campagne pour la libération des objectifs.

Le Congrès de Saint-Malo s'est montré prêt à aller jusqu'à la grève pour la défense de l'Ecole publique. Mais l'Ecole publique n'est-elle pas battue en brèche depuis longtemps ? Est-ce d'aujourd'hui que des bâtiments scolaires sont des taudis, que les locaux, que les éducateurs s'avèrent en nombre insuffisant ?

Il n'est pas besoin de savoir que l'Ecole confessionnelle recevra les sub-

ventions que lui accordait Vichy. D'ores et déjà les raisons sérieuses d'une grève (1) ne manquent pas.

Il ne reste plus qu'à préparer les enseignants à l'idée d'un débrayage dès la rentrée d'octobre.

Et à y préparer la classe ouvrière tout entière : on ne sait que trop le sort qui l'attend ensuite si elle laisse s'effondrer l'Ecole laïque sans combattre.

R. FRANCOIS (Allier).

(1) Et que les enseignants ne préconisent-ils cette grève des impôts (grève des impôts contre le budget militaire pour les œuvres de vie) dont les cléricaux ont menacé la IV^e République et dont les Etats Généraux menaçaient Louis XVI voici quelque cent cinquante ans ?

INTER-FAC

Le Sport et les Etudiants

Le développement de l'école primaire, tant par le manque de moyens matériels que par la presque totale inaction de bon nombre d'instituteurs, le sport se trouve dans une situation pour le moins lamentable, à l'échelon secondaire et supérieur.

La, quand il existe, il ne sert qu'à former quelques « champions » pour la bonne renommée d'une « boîte » ou il permet à M. X... d'obtenir une médaille au titre de l'Education physique, dont il ne connaît parfois à peu près rien.

Est-ce parce qu'il connaît des heures déplorables qu'il faut le condamner ? Certainement pas, et il existe des moyens de remédier à cet état de choses.

Lorsqu'on parle de sport obligatoire, est-ce à dire que l'on va forcer tout étudiant à battre son petit record par semaine ou par mois ? Pour ceux qui ont fréquenté les établissements du second degré, où le sport est obligatoire, ou les Ecoles Normales, la question ne se pose même pas. S'il est un enseignement facile à « sécher » c'est bien celui de l'éducation physique. Et tous ceux qui ont vu leur santé atteinte par la pratique du sport ne doivent à l'abus d'une activité physique répétée le jeudi pour l'école et le dimanche pour le club. Ils en sont en grande partie responsables.

Ceci dit, il est difficile de soutenir que le sport asservit la jeunesse. Bien au contraire, à condition qu'il soit bien conduit, et ceci dépend bien souvent du sport lui-même, il la libère.

Celui qui joue d'un complet équilibre

physique et intellectuel n'est pas une proie facile dans notre société, et le sport constitue le seul moyen d'acquiescer cet équilibre.

Quelques exemples : dans une école de Paris bien connue, existe une école de tennis pour les élèves ou préceptes ; de « cinglés » ou « d'abrutis », et c'est parmi eux que l'on recrute les futurs professeurs d'Ecole Normale, les maîtres des activités naturelles, les fonctionnaires, comme d'ailleurs la presque totalité de ceux de la « boîte », n'ont jamais fait de sport au cours de l'année. Que manque-t-il à ceux qui ne jouent pas ? De l'air tout simplement, un peu d'air, et seul un terrain de sport peut leur en donner. On n'obligera personne à battre un record, mais on le forcera à prendre l'air, et c'est là l'essentiel, car s'il ne le fait pas c'est à son détriment.

C'est dans l'enseignement que l'on trouve le plus de fous, et les Universités sont bien souvent des écoles préparatoires au « sans » ou à Charenton. Le professeur agrégé se fait chahuter parce qu'il lui manque l'équilibre nécessaire pour intéresser les élèves à ses leçons. Les fonctionnaires, les « ratés », n'y changent rien, on est en bonne voie. La question du sport n'est pas sans importance. Elle est, en outre, primordiale. Même si les installations sportives sont insuffisantes, profitons de celles qui existent, au maximum. Nous aurions d'ailleurs bien aimé à en réclamer d'autres si nous ne manifestions pas le désir de nous en servir.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les qualités morales que peut développer le sport ou le plein air : elles sont connues de tout le monde, mais elles sont réelles. Pour certains étudiants, le sport bien conduit serait plus nécessaire que les livres. Il faut faire des hommes et non des réservoirs à formules et à citations. Un après-midi au stade n'est pas plus fatigant que le même après-midi passé parmi les bouquins. Il a au moins le mérite de reposer l'esprit et le corps n'est pas seulement un moyen pour l'esprit de se mettre en valeur, mais une réalité avec laquelle il faut compter le plus largement possible. Autrement, nous aurons encore une jeunesse qui n'a de jeune que le nom, la tête « farcie » de ce que l'on nomme instruction, mais aucunement préparée à la vie, même et surtout à la vie d'adulte. Elle est incapable de lutter pour bâtir une société meilleure, tout juste bonne pour les dix-huit mois de service militaire, où personne ne sait faire autre chose que de se défendre, de manœuvrer d'armes et des marches forcées (en voilà du sport obligatoire à dénoncer).

Il est temps pour certains de revenir en arrière, si la preuve est faite qu'ils l'ont faite, pour ne pas en réclamer d'autres. Il n'est pas de cet avis.

LE GARS.

Dans un prochain article sera étudiée la question du sport à l'école primaire et ses rapports avec l'éducation nouvelle.

Pour tout ce qui concerne cette rubrique, écrire : Commission des éducateurs libertaires, 145, quai de Valmy, Paris (XV).

COMMUNIQUE AUX ESPERANTISTES LIBERTAIRES

A un certain moment, vous avez décidé d'apprendre l'esperanto. Nous pensons que vous l'avez fait dans le but de l'appliquer dans votre lutte idéologique, sociale, politique, économique, etc., etc., etc. Vous êtes convaincu que l'esperanto est le plus sûr moyen pour s'entendre sur le terrain international.

Par un contact direct, il vous est possible d'échanger vos idées avec des camarades étrangers et de faire connaissance avec leurs opinions, leurs coutumes, leurs sentiments, etc., etc. De cette façon, vous n'avez plus besoin d'interprètes, ni de traducteurs, vous pouvez vous entendre directement. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ces faits, qui sont bien connus des esperantistes. Il est plus utile de vous faire savoir qu'il y a quelques années un certain nombre d'esperantistes ont pris l'initiative de faire paraître un organe pour contribuer à la diffusion des idées libertaires et de collaborer ainsi avec les groupements de tous les pays. C'est dans ce but que nous avons fondé un Comité espérantiste libertaire, qui édite un organe dont le titre est Senstato.

Après un certain flottement, nous constatons avec joie que notre tirage est régulier et que le nombre des abonnés va croissant. Bien que nous soyons très fiers de ce succès, nous voulons cependant atteindre un meilleur résultat, car beaucoup de camarades nous ignorent encore, tandis que d'autres tardent à nous faire parvenir leur abonnement.

Nous attirons votre attention sur le fait que nous avons besoin de l'aide de tous pour réaliser notre idéal commun. Notre but est de répandre l'esperanto sur une très vaste échelle, afin d'organiser des grands libertaires, ou l'on ne parlerait plus que l'esperanto, et également pour son application dans le domaine des relations internationales, en tant que services d'informations.

Nous ne pouvons attendre ce but que si nos abonnements affluent et que si vous prenez part activement à la diffusion de l'esperanto dans les milieux libertaires. Vous trouverez des informations plus détaillées dans notre organe. C'est pourquoi nous vous conseillons de faire connaissance tout de suite avec Senstato.

Demandez un spécimen, et surtout... abonnez-vous. Le montant annuel est de 200 fr. Ecrivez à :

Ad. Smit — Nw. Herengr. 35, AMSTERDAM C (Holland).

L'enfer colonial

(Suite de la première page)

composée de cinq bataillons, et j'eus le bonheur de m'acquitter avec succès de mon rôle. Je manœuvrais de manière à rejeter sur une des colonnes de Cherchell des troupes et des populations qui fuyaient devant moi et je fis prendre à cette colonne ou je pris moi-même cinq à six mille têtes de bétail et soixante-dix femmes ou enfants, ainsi qu'un butin précieux, des armes, etc. Du reste, il n'y eut aucun point de résistance sérieuse et la population, entraînée par la famille El Berkani, s'était dispersée au loin, nous abandonnant les habitations, qui furent toutes incendiées.

« Rentré à Milianah, le général en repartit deux jours après, pour les montagnes les plus éloignées, et j'eus encore le commandement d'une colonne, je dirai la plus importante par sa composition et par la nature du pays que j'avais à parcourir. Depuis que je suis en Afrique, je n'ai vu et je ne me doutais pas que j'aurais eu à parcourir de si nombreux et si grands centres de population que ceux que j'ai rencontrés dans les montagnes des Beni Bou Aich et des Beni Bou Melek, etc. Là, plus de gourdils isolés sur les flancs des montagnes, construits en branches et réparés aussitôt que détruits, mais « des villages semblables à nos bourgs de France » dans les plus belles positions et quelquefois presque inaccessibles, tous entourés de jardins, des forêts d'immenses oliviers de la taille des platanes de Perpignan. Tous nous étions stupéfaits de tant de beautés, mais les ordres étaient impératifs et j'ai cru remplir consciencieusement ma mission en ne laissant pas un village debout, pas un arbre, pas un champ. Le mal que ma colonne a fait sur son passage est incalculable. Je crois que c'est le seul moyen d'amener la soumission ou l'émigration de ces habitants, bien à l'avenir, en définitive, puisqu'ils sont entre deux partis, pour l'un d'eux ils ne peuvent se décider sans encourir la vengeance de l'autre.

Dans cette expédition, il a été enlevé aux Kabyles environ trois mille têtes de bétail et deux cents prisonniers : on a brûlé plus de dix grands villages, coupé ou incendié plus de dix mille oliviers, figuiers, etc., etc.

Ma campagne de débouquement de crâne est loin de se terminer et, de plus en plus, je réserve bien des preuves qui mettront au banc de la société les gouvernants passés, présents et futurs d'une République qui n'a rien à envier aux barbares les plus sanguinaires. A bas le colonialisme.

Mohamed SAIL.

CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

Voix d'Amérique

1. — TERRE D'ASILE OU PRISON ?

DANS le numéro de juillet de « The Word », paraissant à Glasgow, un correspondant américain, Edward H. James, fait entendre la protestation suivante, écho d'une bonne partie de l'opinion publique aux U.S.A., concernant les mesures réactionnaires adoptées par le Sénat :

« Nous avons dans notre pays une loi appelée MacCarran Act. Cette loi est le couronnement infâme d'une politique qui mit en pièces la vieille Constitution des Etats-Unis. Elle porte le nom de Pat MacCarran, sénateur de l'Etat de Nevada. Cette loi a été l'objet du veto présidentiel que lui opposa vainement Harry Truman. Dans la carrière de Truman, deux choses resteront à son crédit : la première, d'avoir renvoyé au Sénat le MacCarran Act, qui la malgré cela votée à nouveau ; la seconde, d'avoir fendu l'oreille à un général qui dévorait un appétit maniaque de gloire militaire et qui fut entraîné, de ce fait, à des actes d'insubordination.

« La première partie du MacCarran ferme l'accès du pays à 100.000 personnes déplacées qui ont demandé à venir d'Europe aux Etats-Unis mais à qui l'entrée est refusée parce qu'ils appartiennent, à un moment donné, à des organisations civiques, confraternelles, syndicales ou militaires dominées par les mouvements opposés à la démocratie (nazi, fasciste, phalangiste ou communiste) et cela même si leur adhésion était purement nominale ou forcée.

« Par cette loi, notre pays a cessé d'être ce qu'il était autrefois à notre grande fierté, un asile pour les peuples opprimés de l'Europe. Par contre, il devient de plus en plus semblable à un asile de fous ou à une prison, dont les habitants ne sont pas censés penser par eux-mêmes. Pat MacCarran en est le guichetier.

« La seconde partie de la loi prévoit que tous les « subversifs » du pays doivent se faire inscrire comme tels auprès des autorités publiques. De cette façon, l'appareil du F.B.I. (la police secrète) aura l'œil sur eux, et si la guerre éclate, ils seront tous fourrés dans des camps de concentration. Si vous êtes un subversif, et si vous négligez de vous faire enregistrer, vous aurez 500 dollars d'amende et cinq ans de prison. Comment savoir si vous êtes, ou non, un « subversif » ? La chose est simple. Si votre pensée s'accorde avec la ligne idéologique de Pat MacCarran, tout va bien. Sinon, vous êtes un « subversif ».

« Les Américains ont la prétention d'être en Asie des professeurs de démocratie. Avant de pouvoir l'enseigner à qui que ce soit, ils ne feraient pas mal de la séparer de l'hypocrisie.

II. — PROTESTATIONS LIBERALES CONTRE LE PROCES DU P.C.A. Sur la condamnation par la Cour suprême des U.S.A. de onze dirigeants du Parti Communiste américain, le correspondant de Paris au « Daily Compass » de New-York écrit :

« Vu d'Europe occidentale, sous l'aspect de la politique de puissance, ce verdict des Etats-Unis dans une position ridicule : le plus formidable des Etats capitalistes et démocratiques, celui qui le plus petit Parti Communiste, est le premier à abandonner les notions

POUR SE LOGER il faut construire

RÉPONSE À M. SPINETTA

M. Spinetta, directeur de la Construction au M.R.U., a fait des déclarations qui confirment ce que nous avons écrit les premiers à écrire, mais elles méritent une mise au point nécessaire, nous ne sommes pas d'accord avec les raisons invoquées et ne voulons pas ignorer la responsabilité de l'Etat.

Pour éclairer nos lecteurs nous reproduisons ses déclarations :

« Pour construire 100.000 logements, il faut 2 millions de tonnes de liants (ciment, chaux et plâtre), la réalisation d'un programme annuel de 100.000 logements semble être à la limite des possibilités des entreprises du bâtiment.

« En ce qui concerne la main-d'œuvre, il existe pourtant 680.000 ouvriers du bâtiment.

« Dans ces conditions, pour réaliser les 20.000 logements par mois, c'est-à-dire les 240.000 par an, il nous faudrait donc 1.200.000 compagnons.

M. Spinetta continue :

« Mais un tel programme est insuffisant, on sait qu'il faudrait construire 240.000 logements chaque année. On compte environ 1,64 ouvrier à (2.200 heures de travail par an) pour chaque logement supplémentaire, 200.000 ouvriers supplémentaires seraient donc nécessaires.

« Or, il apparaît très difficile de les former ou de les faire immigrer assez rapidement.

« C'est donc tout le problème de la productivité qui est posé, réduire les quantités de matériaux et de main-d'œuvre incorporés à l'unité logement.

Nous aurions aimé que M. Spinetta nous donne la solution moins de matériaux et de main-d'œuvre à l'unité logement, oui, mais comment ? Voilà bien le problème difficile à résoudre autant par M. Claudius Petit et tout son bataillon d'architectes et d'ingénieurs qui occupent le ministère du Quai de Passy.

Voyons un peu les chiffres et les arguments exposés par M. Spinetta. Si 2 millions de tonnes de liants sont nécessaires pour construire 100.000 logements et qu'ils représentent les 25 % de notre production, où passe le reste ? Il y aurait assez pour construire 240.000 logements, les liants produits soit 8 millions de tonnes ne devraient servir qu'à construire des logements où

toute autre construction utile à l'homme.

Les 680.000 ouvriers du bâtiment signalés comme travaillant dans la construction sont loin du compte. M. Spinetta comprend dans ce chiffre les manœuvres et les compagnons des chantiers des travaux publics.

Le calcul mathématique utilisé 1,64 ouvrier par logement est encore une estimation impossible à contrôler, vouloir minuter le temps à construire des immeubles comporte une organisation rationnelle généralement peu appliquée dans nos chantiers.

Quant au problème de la productivité, nous avons dit et redit qu'étaient les responsables.

Il ne s'agit pas de faire des logements à la chaîne, mais appliquer et rechercher une synthèse dans l'art de construire les centres de F.P.P. le million deux cent mille de producteurs sans métier, utiliser tous les matériaux produits à construire des logements, ne rien distraire de cette production pour la guerre, prendre l'argent là où il est, voici les moyens rapides et directs à prendre par nos techniciens de la question, mais cela serait trop facile.

Les discours ne suffisent pas à donner le change, la formule est toute dans la liberté de construction, compte tenu des exigences de l'esthétique.

Le fouillis des lois, des décrets est la cause initiale aux frais qui ralentissent la mise en route de chantiers nécessaires. La France qui possède les meilleurs matériaux, des ingénieurs et des compagnons qualifiés est le pays le plus en retard.

Au train où cela marche, les taudis et les constructions vétustes seront toujours supérieures aux constructions neuves.

Dans les prochains articles, nous donnerons la marche à suivre pour ceux qui, malgré tout, veulent tenter de mettre debout leur bicoque.

A. PIERRE, Angers.

Si ce journal te plaît DIFFUSE-LE !

Vers un Syndicat de campeurs

LES vacances, ce n'est pas seulement pour un jeune travailleur, les joies de la détente, le soleil, la mer ou la montagne, la pêche ou les sports, c'est aussi, hélas ! les difficultés financières. L'auto-stop s'impose, puis le camping, puis l'économie de la nourriture, des vêtements, du matériel, toutes choses onéreuses. Comment, dans ce domaine particulier et crucial, s'organiser ?

Vicieux comme chaque campeur de l'exploitation de la gent commerçante, brimé comme chacun par bureaucraties, garde-chasse, garde-pêche, etc., j'ai imaginé dans mon amertume une solution que je soumetts, par la grâce du Comité de rédaction, aux lecteurs en difficulté financière comme moi-même.

Le nombre des lieux de villégiature est assez limité et, de plus, ou que l'on aille, l'on arrive à trouver des campeurs aussi gênés que soi. Ne serait-il donc pas possible de créer un peu partout des sections, permanentes ou provisoires, d'un syndicat de campeurs, chargées de signaler aux adhérents le degré de malhonneteté des commerçants, de fournir une liste type des prix exigibles, d'établir la carte réelle des emplacements de camps autorisés et possibles ? Se syndiquer ne serait-il pas bientôt assez puissant, en organisant le boycott de certains commerçants, de certaines communes, de certaines taxes abusives, pour imposer

progressivement ses volontés, à l'aide d'un programme revendicatif portant sur les prix et les taxes comme sur les autorisations diverses ?

Un tel syndicat, s'appuyant sur les associations de jeunes et de locaux locaux au besoin sur les divers groupes à buts sociaux (F.A., A.J., syndicats, pacifistes, libre-penseurs, sportifs, de pêche, etc.), est certainement susceptible d'acquiescer une grande efficacité, de se développer considérablement. Cette idée est-elle praticable ?

Je le pense. Que les campeurs qui suivent la présente rubrique donnent leur opinion et si elles n'influent pas cette conception du « Syndicat des Campeurs », il n'y a aucune raison pour ne pas se mettre, utilement pour les prochaines vacances, à l'action.

Roger GARGESE.

N. B. — Ecrire à la Commission Nationale des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureys, 80, rue Francisko-Verré à Fives-Lille (Nord).

BELGIQUE
MOUSCRON. — S'adresser à Cécile Bouteux.
OUGREE. — S'adresser à Abel André.
BRUXELLES. — S'adresser à Hem-Day.

2^e REGION
AULNAY-SOUS-BOIS. — Jusqu'à octobre, permanence tous les quinze jours (à partir du samedi 4 août), Café le Petit Ovarino, orés de la gare. Sympathisants et lecteurs sont invités.
GROUPE DE L'EST. — Reprise des activités du groupe. Réunion jeudi 3 septembre, salle habituelle.

3^e REGION
EPERNAY. — S'adresser à Jacqueline Pierre, chemin des Vignes-Blanches, Epernay (Marne).

4^e REGION
LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 45, café Boisé, quai des Indes.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h. 33, rue Jean-Jaurès. Sympathisants, écrire à Henriette Le Sché-de 33 rue Jean-Jaurès.

CHATEAU-DU-LOIR. — Contact avec le mouvement libertaire, s'adresser au camarade Henri Bagatskoff, Oulard.

5^e REGION
CUSSET-VICHY. — Les camarades isolés et sympathisants de l'Allier sont cordialement invités à se mettre en relations avec H. Terrenoire, route de Molles, Cusset.

6^e REGION
LYON-CENTRE. — Permanence tous les samedis après-midi, au siège, 71, rue de Bonnel, et tous les premiers samedis du mois, réunion de la C.A.

LYON-VAISE. — Le groupe des 4^e et 5^e arrondissements est réformé. Il se réunit tous les quinze jours le vendredi à 20 h. 30 et tient une permanence tous les dimanches de 11 h. à midi, café Luboz, 27, place de Valmy, à Lyon-Vaise.

7^e REGION
BORDEAUX. — Tous les dimanches, Mielle Bourse du Travail, 42, rue Lalande, de 10 h. à 12 h.

COMMUNIQUE
Les camarades L.L. et R.S. de Nancy sont informés que leur pli et son contenu nous sont bien parvenus. Merci.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 1.000 FR. — 6 MOIS : 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

Attention !
Le prochain numéro du Lib. (280) paraîtra Vendredi 31 août

LES « 100 FR. DU LIB »

Proust	70 X. X.	100 Typo Dau-	Mahé	365
Laugier	125 Débatiste ..	100 phinois	100 Tzerrent-	
Henry	1.000 José	150 R. T.	600 chitcol	2.000
Gouvert	500 Rémy	400 Tatur	100 2 du Sana	
Fessal	500 Lochu	250 Germinial ..	150 de Brévanne	500
François	500 Lorientais ..	200 Est	100 Cie Italienne	700
Belperron	200 Instituteur ..	100 Vignat	100 Mandat 189	
Fortaine	85 Comu	200 Espérance ..	200 Lyon	200
Palia	250 M. M.	200 Ruffier	200 Carrière	1.000
Gy. Jurassien	1.000 Roland ..	400 Gandillet	200 Clavé	200
Sosno	500 Luce	1.000 Jeune Symp.	100 Michel Mar.	
Schadriff	250 X.X.X.	100 Lau. Nic	100 Bonnefaut ..	250
Meyer	500 Astaldi	200 Seibert	200 Martinez	125
Quillaud	125 Virgilio	350 Beaujouan ..	100 Lasfargues ..	500
Reizins	1.000 Favand	150 Roméo	100 Coussinier ..	250
Guerrin	250 Glock	160 Marcel	100 Molzo	140
Marcel Louis	100 Muller	100 X.	100 Amable	2.000
Déhez	300 Kourortez ..	100 Philippe	100 Duva	1.000
Neuvillon	100 Sarfas	100 Ferrero	100 Boudillon ..	100
Berta	500 Reims	1.025 Chana	100 Neuvillon ..	100
Peter	100 Garcia	100 Lagier	100 Clape	250
Chiapplini	300 Vincent	100 Piers. T.T.	500 Berny	100
Angel	100 X.	100 Verdoux	100 Desheulles ..	100
Vincenti	250 Poggi	200 J. S.	150 Marsan	500
Volpi	250 G. Thomson ..	1.250 Versé par S.	Sallier	100
Bafoné	140 Jules	100 Mohamed	2.000 L.L. et R.S.	1.000

CULTURE ET RÉVOLUTION

ON MEURT EN INDOCHINE

(Suite de la page 1)

Il n'y a pas plusieurs sortes d'indépendance, il n'y en a qu'une : c'est l'indépendance totale.

L'Union Française, formule dont la paternité revient au général de Gaulle, n'est qu'une nouvelle étiquette collée sur une vieille marchandise dépréciée : le colonialisme. Il ne peut y avoir d'union entre le maître et l'esclave, entre l'opprimeur et l'opprimé, entre le meurtrier et sa victime.

LA SEULE UNION VIABLE ET SOUHAITABLE EST CELLE QUI LIE TOUS LES OPPRIMÉS, TOUS LES TRAVAILLEURS DU MONDE DANS LA LUTTE CONTRE L'ENNEMI COMMUN : L'IMPERIALISME CAPITALISTE.

Travailleurs de France,

Les 10.000 travailleurs vietnamiens cantonnés en France s'adressent à vous. La lutte que mène le peuple vietnamien est la nôtre. Manifestes dans vos ateliers, dans vos bureaux, dans vos syndicats votre hostilité à l'égard d'une guerre injuste menée contre un peuple qui ne désire que sa liberté.

300 millions de francs continuent à être dépensés par jour pour ce massacre dans le seul but de sauvegarder les intérêts sacro-saints de la Banque d'Indochine et des trusts du caoutchouc.

EMPECHEZ PAR VOTRE ACTION EFFECTIVE QUE SE POURSUIVE CETTE GUERRE CRIMINELLE.

IMPOSEZ AVEC NOUS :

— LA CESSATION IMMEDIATE DES HOSTILITES !

— LE RETRAIT SANS CONDITIONS DU CORPS EXPEDITIONNAIRE !

— L'INDEPENDANCE COMPLETE DU VIET-NAM.

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

La Délégation Générale des Travailleurs Vietnamiens en France, (Cong-binh Viet nam tai Phap.)



SERVICE DE LIBRAIRIE

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire, 15 fr. (25 fr.). — S. PARANE : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. PHILIPPOU : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.). — Aux Jeunes Gens, 15 fr. (25 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOIVIER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 20 fr. (30 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLE : L'Integration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T. L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies, 134, 12 fr. (22 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). — A. mon. être le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — L. MICHEL : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — MALATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — P. J. PROUDON : Du principe fédératif, 200 fr. (230 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — M. BAKOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — Organisation de l'Internationale, 10 fr. (15 fr.). — P. GILLE : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 250 fr. (280 fr.). — Les 12 propos subversifs, 30 fr. (310 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.). — G. BRITEL : Petit ou distributeur, 70 fr. (85 fr.). — B. P. HEPTNER : Bakounine et le panslavisme Révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — FRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution et le socialisme (en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Espagnole, 15 fr. (20 fr.). — R. LUXEMBOURG : Réforme et Révolution, 80 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (70 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOIZON : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — M. COLLINET : La Tragédie du Marxisme, 350 fr. (400 fr.). — C. A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.). — P. L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOETIE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (350 fr.). — G. LEVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Parler de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. CILIGA : L'ennemi et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — KARL MARX : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.). — Misère de la philosophie, 300 fr. (330 fr.).

SYSTEMES TOTALITAIRES

Les Jours de notre Mort, 570 francs (640 francs). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 300 francs (330 francs). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 francs).

La semaine AUX QUATRE COINS DU MONDE

(Suite de la 1^{re} page)

est donc impossible de savoir quel sera le modèle de fusil qui nous permettra d'aller « vers des lendemains qui chantent ».

Nous ne connaissons pas plus le calibre de la fleur que nous mettrons au bout !

HIROSHIMA-BERLIN

Les habitants d'Hiroshima ont observé une minute de silence en souvenir de la première bombe atomique qui explosa au-dessus de leur ville il y a six ans.

Anniversaire un peu oublié chez nous mais qui reste encore bien vivant là-bas où tant de gens sont morts en quelques minutes servant de cobayes pour une « expérience scientifique-guerrière ».

Des milliers de personnes s'étaient rassemblées au centre de la ville à l'occasion de cette cérémonie.

Un B-26 américain vint jeter des couronnes de fleurs là où il y a six ans un autre B-26 jetait la bombe.

LA RADIO JEAN NOHAIN et le bla-bla-bla

Les émissions publiques de variétés ont trop souvent tendance à devenir des entrées d'abrutissement en commun.

On peut penser que critiquer M. Jean Nohain est bien démodé. Seulement, M. Nohain lui-même, n'est pas démodé et se voit toujours sur nos antennes. Il colle véritablement au micro. Il connaît son métier, c'est-à-dire qu'il connaît son public.

Il sait fort bien que les sentiments les plus bas sont les plus facilement exploitables, surtout quand ils se parent des vertus de la morale officielle, telle qu'on l'enseigne dans nos merveilleuses écoles à tous les petits Français de France. Cela nous donne dans ses émissions d'odieuses manifestations d'un patriotisme indécrottable et stupide. On y voit de beaux et sémis-vieux Nohains et sémis-vieilles Nohaines dans ces exhibitions d'un goût douteux.

s'excuser de n'être pas mort à la guerre et de n'y avoir laissé que deux ou trois fils suivant le cas. Ces nobles débris peuvent ensuite regagner dignement leur caverne, rassurés par les applaudissements nourris du public, bouleversés par le triomphe qui leur a été fait pour peu qu'ils aient exhibé une gueule cassée, une jambe de bois ou une manche vide. Comme dit la chanson (et chacun sait qu'en France tout commence et tout finit par des chansons)... et tout ça, ça fait d'excellents Français, d'excellents soldats qui marchent au pas...

Bien sûr, les vacances terminées, le bapême sera donné à une nouvelle série d'émissions.

Après un repos bien gagné, M. Nohain nous reviendra. N'est-il pas le producteur de la Radio le plus populaire, le plus écouté !

Vox populi...

frances. — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F. A. Bulgares : Les Bulgares naient au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 380 fr. (425 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportés en Sibirie, 205 fr. (235 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulnev, 380 fr. (425 fr.). S'il est minuit dans le siècle, 180 fr. (210 fr.). — Mémoire d'un Révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.). — S'il est minuit dans le siècle, 270 fr. (300 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.). — J. MARGOLINE : La Condition inhumaine, 630 fr. (675 fr.). — GREGOR VASSILIEF : Mon amie Vassia, 360 fr. (420 fr.). — Mare DVORITSKI : D'Orléans à l'Est, 375 fr. (405 fr.). — A. CILIGA : Au pays du mensonge déconcertant, 300 fr. (330 fr.). — Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation, 360 fr. (405 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT : Les Anarchistes, 550 (580 fr.). — LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — CRAPOUILLOT : Histoire de la Guerre (fasc. I) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. II) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. III) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. IV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. V) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. VI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. VII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. VIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. IX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. X) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XL) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. XLIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. L) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LVIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXV) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVI) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXVIII) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXIX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXX) 300 fr. (330 fr.). — (fasc. LXXXXXXXXI) 30

Le Combat docker

Pour une action solidaire des travailleurs de la mer

« Les récentes élections au Comité d'Entreprise des Sociétés d'Aconage du port de Marseille viennent d'en apporter une preuve. Sur les 54 sièges de délégués possédés jusqu'ici par la C.G.T., 10 seulement lui sont conservés. C'est une perte d'influence considérable, de l'ordre de 80 % des effectifs. »

(Les Journaux.)

LES premiers effets d'une vive effervescence qui gronde dans les ports et docks se manifestent. Devant la menace d'une double offensive patronale et politicienne, les travailleurs de la mer commencent à réagir : A Marseille, le Syndicat des Entrepreneurs de manutention du port de Marseille et annexes, dans une lettre adressée au Syndicat général des Ports et Docks, prétend résilier les conventions collectives actuellement en vigueur.

Sont ainsi remis en cause les avantages acquis par les dockers parfois depuis plus de trente ans. Devant cette prétention inqualifiable, le Syndicat des Ports et Docks a appelé tous les travailleurs du port à s'unir pour la défense de leur intérêt.

A Dunkerque, le 2 août, les dockers, unanimement, ont arrêté le travail de 11 heures à midi. Déjà, la veille, ils avaient tenu une assemblée générale après un débrayage. Ils protestaient contre la tentative des patrons de reporter les congés payés à une date ultérieure pour bon nombre d'entre eux.

Ils ont obtenu la satisfaction de certaines de leurs revendications. Les meneurs, de leur côté, se sont également manifestés. A Marseille, une cynique manœuvre vient de voir le jour, manœuvre qui risque de se répéter ailleurs. Soucieux des intérêts des travailleurs, déterminés à impulser une puissante contre-offensive ouvrière, nous allons, pour tous les camarades des ports et docks du pays, démontrer la sinistre provocation qui se produit actuellement sur les quais de Marseille. Si nous sommes compris, l'attitude des travailleurs peut, dans d'autres ports, intimider les meneurs avant même qu'ils amorcent leurs honteux tripatouillages ! Une fois de plus, les anarchistes auront rempli leur devoir de révolutionnaire.

Enfin, la présente affaire, dangereuse pour les travailleurs de la mer, servira d'avertissement aux ouvriers des autres corporations. Chacun doit comprendre que les meneurs les plus habiles sont les plus dangereux. Essayons d'en faire la preuve sur un exemple précis, définissant notre position au passage, en ce qui concerne la lutte ouvrière dans les ports et docks :

Le 4 août, place de la Joliette, à Marseille, vers 5 heures du matin, alors que nos camarades diffusaient le *Libertaire* depuis plus d'une heure, apparaissaient à l'entrée des docks deux individus d'allure équivoque. Se postant sur le passage des travailleurs, les deux hommes, dont l'allure tranchait visiblement avec l'entourage entreprenant de diffuser des tracts. De quoi s'agissait-il ?

Il était question, et nous nous devions de le dénoncer, de l'expression de certaines menées antiouvrières : une honteuse démagogie, à l'instigation du rétrograde Mouvement d'Unité d'Action des Républicains et Socialistes français tentait de voir le jour, de duper une fois de plus les gens de mer honnêtes, écorchés par les politiciens ! La méthode était habile, visant à mystifier les âmes simples :

Sous couvert d'indépendance, dénonçant à la fois les valets de Staline et ceux de Truman, les meneurs entreprenaient de ranimer les prétendus instincts chauvins des travailleurs du port !

Non contents, en effet, de proclamer par écrit : « Encore vaut-il peut-être mieux être un soi-disant « fasciste » au service de la France, qu'un étranger au service de l'étranger », les gens du M.U.A.R.S.F. exigeaient :

1° Le retrait de la carte professionnelle de tous les étrangers ;

2° Le retrait des chefs d'équipe étrangers.

Pour conclure, ces Messieurs précisaient :

Les ports et docks appartiennent à la France, non à ceux qui sont au service de l'étranger. Travailleurs des ports et docks, unissez-vous.

Seules « l'action et l'union » des Français feront aboutir vos légitimes revendications. Adhérez au mouvement d'unité d'action des républicains et des socialistes français.

Que penser de cela ? Comment faire front à cette provocation réactionnaire ?

La Fédération anarchiste s'est depuis longtemps, et sans attendre le M.U.A.R.S.F., prononcée sur la question de l'indépendance des travailleurs vis-à-vis des valets de Washington et de ceux de Moscou. Dès le 2 février, le *Libertaire* affirmait : « Les dirigeants de l'Union internationale des Marins et des Dockers (F.S.M.), ont choisi leur camp. Tout aux ordres de l'impérialisme soviétique, ils se sont efforcés dans le monde entier d'harmoniser les revendications des travailleurs de la mer avec les nécessités de la politique internationale et cela n'a pas toujours été tâche aisée : en Angleterre, au Canada et en France notamment, les travailleurs ont à maintes reprises, démontré qu'ils entendaient lutter pour des objectifs qui leur étaient propres, sans se soucier des répercussions stratégiques de leurs actes. Ils entendaient également contribuer à l'action contre la guerre sans égard aux préférences de leurs dirigeants... »

Sur l'instigation de l'American Federation of Labor, une Fédération Internationale des Transports s'est créée parallèlement à l'I.U.I.M.S. Il s'agissait de canaliser les éléments rétifs à l'emprise stalinienne et là encore, les dirigeants se sont heurtés à des obstacles, lorsqu'il s'est agi de transformer des travailleurs en briseurs de grève. Ces dirigeants-là, avaient eux aussi, choisi leur camp.

Récemment à Marseille s'est créé, à l'instigation de Ferri-Pisani, secrétaire de la Fédération F.O. des Marins et Dockers, un « Comité méditerranéen des marins et dockers » affilié à la C.I.S.L. Ce comité s'est empressé de lancer un appel dans lequel il « invitait » les travailleurs, invoquant la gravité de « la situation - internationale, à décharger et à transporter les armements dans le monde entier pour contribuer à la défense des peuples libres ! Le comité annonçait de plus son intention d'organiser une offensive contre « le terrorisme stalinien » ! En clair, cela signifiait l'organisation de la répression.

Notre position, donc, se justifiait pleinement, qui nous dictait la conduite que nous avons adoptée. Nous écrivions ceci : Les dockers doivent se regrouper sur des bases nouvelles, écarter les provocateurs des deux clans et mener l'action revendicative et pacifique sur la base de la Solidarité Proletarienne.

A nous de les aider en diffusant parmi eux les mots d'ordre du Troisième Front Révolutionnaire, en leur prouvant qu'ils ne sont pas désespérément isolés face aux brigades également féroces et C'est dire que notre action n'a pas manqué de susciter un écho qui va en s'amplifiant. On peut constater, en passant, que rien dans notre position ne justifiait le chauvinisme que les provocateurs du M.U.A.R.S.F. ont déduit d'une position analogue. La démagogie des provocateurs apparaît donc nettement. Pour faire pièce aux requins stalinien et trumanien, ces gens ont voulu leur ravir le monopole du mensonge, de la démagogie. Les dockers et les marins de ce pays s'y laisseront-ils prendre ?

Nous pensons que ces meneurs risquent d'échouer. Non seulement parce que les traditions révolutionnaires de solidarité n'ont pas encore pu entièrement être déracinées chez les travailleurs, mais aussi du fait que maintenant la voix anarchiste, si elle ne domine pas encore le tumulte que font les meneurs, est cependant parvenue à percer.

La provocation-type du M.U.A.R.S.F. nous semble destinée surtout à faire œuvre de diversion, à diminuer l'influence du P.C.F. qui ne s'effrite que

lentement. Or, le procédé employé est aussi malhonnête qu'embarrassé, il est inefficace. C'est précisément, selon nous, cette haine de tous les meneurs réactionnaires qui risque, comme nous l'écrivions dans le « Lib » 254 : justement de rejeter les éléments les plus sains vers le stalinisme et les méthodes des « défenseurs de la civilisation » ne peuvent que renforcer l'agitation politique et faire ainsi le jeu du Kémin... On ne vaincra pas le stalinisme en se mettant au service de l'impérialisme américain, en préparant le massacre universel. La seule attitude conséquente est de proposer aux travailleurs des bases d'action plus saines, plus rentables que celles que lui proposent les émissaires du parti.

Ce n'est donc pas en se désolidarisant des travailleurs étrangers, espagnols ou nord-africains, ne l'oublions pas, en les privant de leur gagne-pain, que les dockers et marins français amélioreront leur propre sort, au contraire.

Seule l'action solidaire de tous les travailleurs de la mer contre leurs ennemis communs, politiciens et meneurs, seul le combat de classe, révolutionnaire, peut faire lever pour libérer les travailleurs de la misère qui pèse sur eux actuellement. La solution, on le voit, est dans le combat anarchiste.

Notre combat reste le VRAI COMBAT, celui que mènent les travailleurs qui comprennent une vérité essentielle :

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE, ILS ONT DES INTERETS DE CLASSE.

MARSEILLE - F.A. 4
N.B. — Ecrire : Groupe F.A. 4, 12, rue Pavillon, Marseille, qui transmettra et donnera tous renseignements.

INFORMATION

Les scaphandriers du port de Marseille qui ont déclenché une grève afin d'obtenir une augmentation de salaire, poursuivent leur mouvement.

De ce fait, les travaux sous-marins sont interrompus dans les bassins portuaires.

Les autorités du port examinent actuellement la situation.

A LA S.N.C.F.

A LA S.N.C.F.

La crapulerie de l'« Elite »

A haute hiérarchie de la S.N.C.F. est maintenant connue pour être à la solde de toutes les puissances d'argent, de toute la gangrène politique qui exploite odieusement les travailleurs du rail.

Les anarchistes n'ont pas l'habitude de faire du chantage ni de se mettre à genoux, c'est pour cela que nous pouvons affirmer aujourd'hui que la propreté de ces « messieurs » doit être mise en doute. On peut même dire qu'elle n'a jamais existé. L'« Elite » de la S.N.C.F. est toujours prête à montrer son autorité, lorsque celle-ci peut engendrer une petite saloperie contre un lampiste, mais se retranche aussitôt derrière le paravent des règlements lorsqu'il s'agit de faire œuvre utile !

Il n'est pas d'exemple qu'un « fort » ayant capitulé devant un « faible »,

ne cherche à reprendre sous des dehors débonnaires le terrain perdu.

Il paraît, en effet, que la médecine de la S.N.C.F., par la grâce de MM. les Ingénieurs en chef, a un aspect différent à la S.N.C.F. que partout ailleurs.

Un cheminot qui s'arrête de travailler pour cause de maladie reçoit inévitablement à son domicile la visite d'un larbin de service qui lui demande de signer un livre prouvant qu'il n'était pas en promenade.

En un mot, la S.N.C.F. prend les

médecins pour des imbéciles. L'armée d'ingénieurs qui dirige les chemins de fer avec une ignorance crasse du problème humain se fait filer pour essayer de prouver que les médecins font des fautes à certains employés en les arrêtant de travailler.

Car les obèses à la maigre conscience qui garnissent tous les postes de di-

LETTRE DE BELGIQUE

Fédéralisme wallon et Nationalisme flamand

« Diviser pour régner », proclamait le premier César assouffé de pouvoir ! Des siècles se sont écoulés, mais l'esprit du guerrier romain reste le grand favori des politiciens. La vieille animosité entre Flamands et Wallons est une résultante de cet esprit que les nationalistes des deux régions s'acharnent à entretenir. Ici le coq wallon, là le lion des Flandres, emblèmes orgueilleux et imbéciles des clans en présence !

Et quoi de drôle que les travailleurs se laissent prendre à ces cruelles plaisanteries, lorsque l'on constate que les réformistes de Wallonie s'associent aux campagnes antiflamandes comme ce fut encore le cas lors de la question royale. Que pensent les ouvriers socialistes des Flandres que l'on traite en parents pauvres et que pensent ceux de Wallonie de « l'esprit ouvrier » de leur parti ?

Peuple de Wallonie, le « fédéralisme » n'est qu'une duperie, car il n'est pas fédéraliste au sens social du mot. Le fédéralisme pour être vrai doit être anarchiste, c'est-à-dire une libre détermination basée sur les aspirations et l'action des travailleurs eux-mêmes et non une caricature où les Césars wallons auraient succédé aux autres.

Peuple des Flandres, le nationalisme flamand est, lui aussi, une sinistre ruse. Les querelles de langues et de races n'ont jamais profité qu'aux exploitateurs. Traîtres des deux régions, le vrai problème, c'est le combat social. Vos intérêts, vos revendications sont les mêmes.

Vous ennemi, c'est votre maître ! Tous les partis politiques se sont toujours employés à vous trahir, à vous tromper.

Les anarchistes des Flandres et de Wallonie, fraternellement unis, mènent le combat pour le vrai fédéralisme : le socialisme libertaire.

Des ouvriers honnêtes et lucides ont déjà rejoint notre mouvement dans les deux régions. D'autres viendront à nous, nous en sommes sûrs.

P.S. — Camarades de Gand et d'Anvers, les anarchistes de Wallonie vous saluent fraternellement et vous remercient des paroles d'encouragement que vous leur avez adressées. Ils vous souhaitent, à leur tour, tout le succès que mérite votre action.

LES ANARCHISTES DANS LES SYNDICATS

« Les historiens verront un jour dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps et, alors, le nom de mon pauvre ami Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être. »

Georges SOREL (Réflexions sur la violence, p. 56).

AUX ETABLISSEMENTS MICHEL A NICE

Action ouvrière

QUATRE-VINGT-SEPT ouvriers avaient été licenciés des établissements Michel, à Nice, le lundi 9 juillet.

Le lendemain, un vaste mouvement de grève se déclenchait, par 235 voix contre 100 ; les jaunes étaient surtout des membres du C.T.L., tous bras droit du directeur.

Dans la semaine, le patron envoya une lettre non signée, dans laquelle, en termes jésuitiques, il se mettait à la place des licenciés et des grévistes et demandait de reprendre le travail. Une seconde lettre suivit bientôt, qui fut immédiatement renvoyée à l'expéditeur, et les ouvriers firent savoir qu'ils voulaient bien reprendre le travail, à la condition de rentrer avec les 87 licenciés.

Une délégation fut mandatée pour se rendre à la mairie de Nice, afin d'obtenir des secours ; elle fut reçue par un vague sbire de service, le maire étant à Paris pour l'ouverture de l'Assemblée.

Une deuxième semaine de grève commença (245 voix pour, 38 contre, 14 nuls et 100 abstentions des bureaucrates et cheffalions). Vers la fin de cette deuxième semaine, le directeur envoya une troisième lettre aux employés, leur demandant de reprendre le travail le lundi 23 juillet, à 7 heures.

Au jour dit, une quarantaine de jaunes entrèrent à l'usine, gardée par un nombre considérable de filles et de C.R.S. (tout cela pour une usine de 360 ouvriers). Les petits crève-la-faim de la hiérarchie, les cheffalions, contre-maîtres, scribouillards presque au complet (sans quatre) tinrent à jouer leur rôle de briseurs de grève, ce qui n'a pas surpris les libertaires.

La solidarité avec les paysans du département fut complète et très agissante ; les commerçants, par contre, ne firent rien.

A la reprise, un ouvrier ayant été une altercation avec le directeur-mouchard-policier Schott, ledit ouvrier a été licencié pour le motif suivant :

« Injures graves à un supérieur dans l'exercice de ses fonctions. » Et un placard émanant également dudit Schott fut apposé aux vestiaires indiquant que « à l'avenir, pour maintenir l'ordre dans l'entreprise, toute réunion, dans la cour, au réfectoire, dans l'usine, demeurerait interdite et que quiconque y prendrait la parole s'exposerait à des sanctions pour fautes graves ».

Résultats de cette lutte (les leçons à tirer)

- 1) Renforcement de la discipline patronale, limitation du droit de parole, de réunion et renvoi massif de délégués ;
- 2) Prise de conscience anarchiste des ouvriers choisissant nettement la liberté contre la servitude ;
- 3) Echec revendicatif complet ;
- 4) Défaut total de caisse de solidarité en cas de grève (chaque ouvrier a perçu 1.500 francs pour trois semaines de grève) ;
- 5) La victoire morale reste pourtant aux ouvriers : le patron n'a-t-il pas fait venir 2.000 filles pour protéger les jaunes ? n'a-t-il pas donné à manger gratuitement à ces jaunes ?

A. PAL (Corresp.)

LE BAGNE de chez Bollard

REVENONS encore aujourd'hui à ce « bon patron » Bollard, le super-exploiteur des travailleurs. Nous en avons déjà parlé dans les numéros 277 et 278 du « Lib ». Nombreux sont ceux qui, après cette campagne, nous ont apporté leur témoignage de sympathie, cela nous engage à dénoncer une fois de plus les mensonges du chef de chantier de cette entreprise.

Nous avons parlé du nettoyage de la fosse Marine, il faut y revenir. Les ouvriers qui faisaient ce travail avaient un salaire horaire de 80 francs et le chef de chantier Marcel leur avait promis une petite augmentation. Si les ouvriers avaient été payés 100 francs de l'heure, ce n'aurait pas été trop, car il s'agissait d'un véritable bagne.

Les ouvriers furent donc encouragés : leur travail fut accompli dans le temps voulu, et lorsqu'ils se présentèrent à la bave, le 27 juillet 1951, ils s'aperçurent qu'ils avaient été les victimes des mensonges du chef de chantier : la promesse n'avait pas été tenue.

Deux ouvriers dénoncèrent cette hypocrisie, deux ouvriers quittèrent l'entreprise et le chef de chantier menaça les autres de « les foutre à la porte s'ils n'étaient pas contents ». Voilà, après les sacrifices endurés par les travailleurs, la récompense du bon patron Bollard.

Après ces faits, j'espère que tous les camarades du bâtiment comprendront la nécessité de s'unir au sein de notre syndicat.

Il est temps de penser à notre défense et de lutter contre les injustices patronales : Nous, les libertaires, nous démasquerons toujours et partout les injustices, tant qu'elles ne cesseront pas.

Robert FAURES.

N.B. — Je vous rappelle que les ouvriers travaillant dans cette entreprise Bollard et Cie, au nettoyage de la fosse Marine, ont droit, après l'article du 31 mai 1945, lorsque le chef de chantier a fait dans l'eau, à cause de l'insalubrité, 20 % d'augmentation du salaire. Si les ouvriers ne touchent pas cette augmentation, ils peuvent réclamer.

R. F.

COMBAT PAYSAN

LES GROS AGRARIENS CONTRE L'UNITE SYNDICALE

Parce que les agriculteurs syndiqués de Charente ont élu démocratiquement à la tête de leur fédération des militants syndicaux qui ne plaident pas aux gros propriétaires, parce qu'ils défendent les exploitations familiales, M. Blondelle tente de briser l'unité syndicale.

Mais les agriculteurs de la Charente ne font échouer ces agissements et ne permettront pas qu'on porte atteinte à leur fédération syndicale.

GIRONDE

LES GROS PROPRIETAIRES TERRIENS CONTRE LE PROGRES

Voulez les féliciter dans la commune, de nombreux propriétaires ont contribué à l'achat d'une botteuse, mais plus de la moitié des gros propriétaires qui ont des métiayers ont refusé de contribuer aux frais d'achat de cette machine et prennent leurs métiayers pour des bêtes de somme, et même ils disent quelquefois : « Jusqu'à maintenant vous avez toujours fauché à la main, vous n'avez qu'à continuer ».

La situation est la même pour la faucheuse-lieuse, les gros propriétaires refusent obstinément de payer leur part et préfèrent voir de ce fait leur métiayer se crever à la tâche en travaillant trois fois plus que leur camarade pour rentrer la récolte, et cela par n'importe quel temps.

Mais quand les esclaves modernes que sont les métiayers auront acquis une conscience de classe et qu'ils sauront se servir de l'arme puissante qu'ils ont et se développent chaque jour davantage, c'est-à-dire leur syndicat, alors ils pourront enfin profiter du fruit de leur travail et répartir leur production selon les besoins de l'humanité.

UN METAYER D'ANTON.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-20. F. ROCHON, imprimeur.

LE COMBAT OUVRIER

GREVE DANS LE BATIMENT A LIMOGES.

A Limoges, nos camarades du bâtiment sont en grève depuis le 11 juillet. Les patrons, pleins aux as, réunis à la préfecture (sic) de la Haute-Vienne font des comptes d'épiciers et refusent de payer l'augmentation horaire de 15 francs justement réclamée par les grévistes.

Pourtant cet-est-ce que 15 francs de l'heure pour un travail fatigant, pour un travail en pleine intempérie ? Rien, trois fois rien. Mais les patrons de Limoges font les fortes têtes dans leur sacrée préfecture. Les gars de Limoges démontrent eux aussi, depuis plus d'un mois, combien ils sont têtus.

Signaux le geste admirable des camarades de l'Entreprise Tricou, du chantier du Pont-de-Menat (Puy-de-Dôme), qui ont envoyé une journée de travail à « ceux de Limoges ». Ce geste de solidarité bien dans la tradition des gens du bâtiment est un magnifique exemple de fraternité ouvrière. Bravo

CHOMAGE DANS LES CUIRS ET PEAUX :

Le chômage sévit dans la chaussure. Quelques chiffres peuvent nous donner une idée des difficultés d'emploi rencontrées par nos camarades des Cuir et Peaux. De 73 millions de paires

en 1929, la production de la chaussure est tombée à 38 millions de paires en 1949, vingt ans après. Cela s'appelle progrès ! Le cuir a augmenté jusqu'à 50 fois son prix de 1939 !

Dans les cuirs et peaux comme dans maintes branches de la production l'Etat par ses taxes, les industriels et les grands et petits commerçants par leur soif de bénéfices, accablent les travailleurs au chômage et à la misère.

Une solution a été énoncée : Fournir des chaussures en quantité et en qualité, à des prix abordables, à la grande masse des consommateurs. Cette solution a été proposée à Romans où un Comité de Défense de l'Industrie de la Chaussure s'est créé. Souhaitons que nos camarades de la chaussure à Romans mettent tout en œuvre pour imposer cette solution et mettre fin au scandale du cuir.

FILLES DE MINEURS.

Dans les usines textiles de la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, chaque jour, des milliers de jeunes filles et femmes viennent travailler 8 à 10 heures après avoir parcouru 50 ou 60 km. et autour. Elles travaillent debout devant leurs métiers.

Horaires, transports, conditions de travail font que, chaque mois, quelques jeunes travailleuses vont au sanatorium.

Voici la réponse d'une jeune

filles faite au cours d'une interview :

« Nous sommes des prolétaires 100 %.

« On se fout de tout, pourquoi chercher à réagir, aussi bien toute notre vie est pour le patron qui nous exploite.

« Boire, manger, dormir, travailler et toujours recommencer, c'est pas beau la vie, il y a de quoi se jeter dans le canal ».

Il arrive que quelques jeunes écorchées se jettent plus simplement sur le trottoir.

CEUX QUI RESTENT SUR LE CARREAU :

Un terrible accident s'est produit sur le chantier de Luz-Saint-Sauveur (Hautes-Pyrénées). Six ouvriers ont été pris sous un éboulement de terre et de pierres. Deux d'entre eux, les camarades Maximo Navarre, 42 ans, et Angelo Napolitano, 38 ans, ont péri. Cet accident est dû à l'incurie des exploitateurs et au manque de sécurité sur le chantier.

Deux ouvriers, qui montaient un ponton-grue à Nantes, ont fait une chute de 15 mètres avec la plate-forme de montage qui s'est écroulée en cours de travail. Le camarade Le Sage a été tué sur le coup tandis que son compagnon Le Corne a été grièvement blessé.

Le camarade Boumleux Boumleux Mohamed s'est tué lors

d'une chute de treize mètres. de hauteur d'un échafaudage à l'usine à Gaz de Saint-Denis.

A Lourches (Nord), le camarade François Duhem, 37 ans, de Novelle-sur-Selle, a trouvé la mort à la fosse Schneider au cours d'un éboulement. Les Houillères vont-elles, oui ou non, prendre des mesures de sécurité.

OUVRIERS AGRICOLES

LES MOISSONS : Dans de nombreuses régions les syndicats agricoles qui avaient décidé d'engager l'action pour obtenir une augmentation de salaire et une prime de moisson ont obtenu satisfaction.

CHEZ LES BUCHERONS DE L'AUBE :

Les salaires aux pièces fixés par le règlement du travail forcé, restant du 24 mai 1949 ont été majorés uniformément de 32,5 %.

Vive l'unité d'action Dans la viticulture.

Les syndicats du canton de Coursan, autonome, C.G.T.-F.O., C.G.T., après avoir examiné la situation qui est faite aux travailleurs décident de revendiquer 100 fr. de l'heure pour les hommes et 80 fr. pour les femmes à partir du 1^{er} septembre ; 20 pour les vendanges 150 fr. pour les hommes, 120 fr. pour les femmes plus le vin.

LES 100 FR. DU « LIB »...